



Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC-UNSA se sont concertées à la veille du Comité Technique Ministériel (CTM).

L'annonce faite par le Président de la République, de baisser la dépense publique d'au moins 50 milliards d'euros en trois ans, s'inscrit dans la politique d'austérité généralisée qui est contre-productive en matière de relance économique, de progrès social et de cohésion sociale.

Baisser encore les dépenses publiques, c'est dégrader le service public et réduire les capacités de l'intervention publique. Les services publics sont un bien commun et un élément de solidarité. Ils ont démontré leur efficacité en matière de développement économique et leur rôle d'amortisseur social pendant la crise. Il faut au contraire les consolider et augmenter leurs moyens d'action.

A Bercy, depuis plus de dix ans, ce sont des milliers d'emplois qui ont été supprimés. Aujourd'hui, avec la Modernisation de l'Action Publique (MAP), toutes les directions subissent cette purge budgétaire au travers des « démarches stratégiques ». Cela se traduit par la mise en péril de l'exercice même des missions et l'aggravation des conditions de travail, mais aussi par la poursuite de la réduction des plans de qualification et le maintien du gel des rémunérations.

C'est pourquoi, les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC-UNSA invitent les agents de Bercy à construire, avec leurs organisations syndicales, le rapport de forces indispensable pour obtenir la satisfaction de leurs revendications.

L'heure est à la mobilisation !

Paris le 29 janvier 2014.